

Brochure N°6 (nouvelle édition)



L'Union européenne :



**Un outil pour le progrès social et la paix
ou une construction à combattre ?**

Avant-propos

Le débat sur l'UE et, plus largement, « l'Europe », pose plusieurs questions de fond :

- **Quelles relations internationales pour notre peuple en Europe et dans le monde ?**
- **Coopération entre tous les peuples ou « concurrence libre et non faussée » ?**
- **Une structure européenne ? Dans l'intérêt de qui ?**

Notre position sur « l'Europe » appelle une remarque préliminaire. Le débat n'est pas entre « pro Europe » et « anti Europe » mais entre **partisans de l'Union européenne** telle qu'elle se construit (ou plus exactement telle qu'elle nous est **imposée**) ou adversaires de celle-ci. Il y a une **escroquerie intellectuelle** instaurée par les initiateurs de cette alliance internationale à **confondre les deux termes Europe et UE**. D'autant plus que l'UE est aujourd'hui organiquement liée à l'OTAN par le traité de Lisbonne imposé au peuple français malgré son vote négatif au référendum constitutionnel de 2005. Alors que les Etats-Unis obtiennent de fait un droit de regard, via l'OTAN, ils décrètent toujours via l'OTAN, et bien avant février 2022, que la Russie devait être exclue de tout avenir européen. D'emblée, les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique selon les intérêts du capital en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix, à la fraternisation et à s'ouvrir à une coopération sans exclusive avec tous les peuples.

Si dès le départ les « pères de l'Europe » nous avaient dit : « On veut un grand marché européen, afin de favoriser les exportations, les délocalisations et le nivellement des salaires par le bas parce qu'il y a une sur-accumulation de profits et une crise des débouchés dans nos pays à cause des bas salaires et du chômage », cette Europe-là n'aurait certainement pas remporté les suffrages des citoyens qui d'ailleurs par la suite, quand les choses sont devenues plus claires, s'y sont régulièrement opposés quand on les a consultés. Mais évidemment ce n'est pas cela qu'ils nous ont dit...

En quoi ceux qui soutiennent une construction économique et politique de coopération mutuellement avantageuse mise en œuvre par tous les États du continent, seraient moins « pour les peuples européens et pour la paix » que les partisans de l'organisation capitaliste des multinationales des seuls pays membres de l'UE ?

Un dernier point important : en tant que communistes, nous ne hiérarchisons pas les peuples. Construire des coopérations avec les peuples algérien ou tunisien de l'autre côté de la méditerranée n'est pas moins important que construire des coopérations avec les peuples allemand ou néerlandais. Être internationaliste, ce n'est pas dire « l'Europe d'abord », une « Europe » géographique d'ailleurs dont personne ne sait où elle s'arrête... Ainsi nous refusons le simplisme de tous ceux qui, par une fausse évidence géographique qui cache un positionnement européocentriste dominateur, affirment la nécessité de la « construction européenne ».

I. Nationalisme ou internationalisme ?

A. La nation comme cadre historique de la lutte des classes¹

A l'inverse de ce qu'ont dit quelques « euro constructifs », la volonté européenne supranationale, loin d'être « une belle idée déviée », a toujours été une machine de guerre contre les conquêtes politiques démocratiques et sociales des peuples d'Europe. Et aujourd'hui cette démarche s'est clairement associée aux politiques guerrières décidées au niveau de l'OTAN, en Ukraine, en Palestine, en Afrique et même dans l'Océan Indien et en mer de Chine.



Carte des pays membres de l'OTAN

On l'a oublié : de 1940 à 1945, les nazis eux aussi prônaient « un nouvel ordre européen », c'est-à-dire une Europe unie sous leur domination des peuples de race blanche « aryenne », débarrassée de l'héritage des Lumières, de la Révolution française, et des traditions développées par les civilisations méditerranéennes successives.

Dans les années 1950, en pleine « guerre froide », les inventeurs de l'Europe supranationale, idéologues de la droite anticomuniste, Robert Schumann, De Gasperi, Jean Monnet et Walter Hallstein, rêvaient de diminuer le rôle des assemblées

¹ Sur ces questions lire le livre de Francis ARZALIER « Les nations nécessaires et leurs pathologies nationalistes »

nationales élues dans chaque pays européen, parce qu'elles exprimaient partout la volonté populaire d'en finir avec la domination des grands trusts. Clairs sur la ligne de classe, la CGT et le PCF des années 50 s'opposèrent tout naturellement à la construction de cette puissance impérialiste.

La nation française n'est pas pour nous une réalité mystique, décidée de toute éternité ; elle n'a pas toujours existé, elle aurait pu avoir d'autres frontières. Son peuplement a évolué en fonction des besoins de la classe au pouvoir, l'aristocratie d'abord puis le capital ensuite. Nous refusons les conceptions de la nation basées sur la race, de la nation « ethnicisée » et du chauvinisme agressif des politiciens d'extrême droite ou proclamés « souverainistes ».

Notre NON à toute constitution ou construction supranationale ne relève pas du chauvinisme ou du nationalisme étroit. Nous savons que tout nationalisme et encore



plus dans un pays de tradition coloniale est chauvin donc réactionnaire puisqu'il nie les antagonismes de classes internes à chaque peuple, puisqu'il oublie que les salariés français soumis à l'exploitation ont d'abord pour premier adversaire les bourgeois privilégiés français ou non qui les exploitent.

Mais nous savons aussi que les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, par-delà leur nationalité officielle, par leur lutte contre leurs oppresseurs et exploités intérieurs et extérieurs « fait peuple », que cette lutte crée une conscience politique collective progressiste, solidaire de tous les peuples du monde luttant contre l'exploitation et l'impérialisme. Et c'est d'ailleurs ce qui explique le développement de l'internationalisme qui s'oppose à la fois au nationalisme ethnocentrique et donc raciste et au mondialisme supranational oppresseur.

Pour nous, **la nation est le cadre historique de la lutte des classes, de l'unité du monde du travail et des conquêtes démocratiques, sociales et révolutionnaires ; la question de la nation et celle de la solidarité internationale de classe ne peuvent être dissociées.** C'est ce qui fait notre différence avec une partie de la gauche, sur la question des sans-papiers par exemple.



Si nous avons conscience – et ce pour répondre à une autre partie de la gauche – qu’en ce qui concerne la France en particulier **la constitution de la nation** s’est faite au mépris d’identités et de cultures locales ou régionales, au prix de guerres ou de marchandages sordides au plus haut niveau d’États un jour rivaux, un jour alliés, nous prenons aussi en compte le fait qu’au fil de l’histoire le cadre national est devenu un cadre social, territorial et économique du coup « identitaire », un cadre de conquêtes et de droits sociaux, dont le peuplement a évolué, surtout à partir de 1945, en s’additionnant des travailleurs et familles issues des ex-colonies françaises.

Si l’Etat français existait depuis le Moyen-Age, la nation française s’est concrétisée avec la Révolution de 1789. Même si la bourgeoisie a réussi à tourner ce mouvement à son avantage, la nation s’est constituée par l’adhésion consciente des citoyens de toutes les régions de France prêts à défendre les réformes politiques et sociales imposées aux privilégiés féodaux : **on nommait alors « patriotes » donc citoyens, les partisans de la Révolution, bourgeois ou non, contre les nobles et les envahisseurs étrangers.** Cette nation française où règne le pouvoir d’État du capital s’est ensuite enrichie au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles des conquêtes populaires arrachées par les luttes, notamment ouvrières : la Révolution de 1848, la Commune de Paris, le suffrage universel et la laïcité de l’État, les réformes du Front populaire et de la Libération, les nationalisations et la création de services publics, de la sécurité sociale, du système des retraites et des lois de protection sociale, etc. Lutttes auxquelles a participé tout le peuple de France, qu’il soit natif ou issu de l’immigration uni par le travail et par les luttes collectives.

B. La nation, socle des conquis.

Tous ces acquis historiques forment le contenu historique de référence de la nation bourgeoise française, que la bourgeoisie mondialiste française et européenne, ne cesse de grignoter en profitant de l’affaiblissement du mouvement ouvrier et progressiste qui perdure depuis plus de 40 ans.

² Mondialiste en ce sens qu’elle nie la notion de patrimoine national ce qui l’amène à nier la communauté et le respect de la souveraineté nationale et populaire

Tous les traités « européens » ont permis d'avancer vers le démantèlement des conquêtes du peuple de France et de sa classe ouvrière, des services publics et des retraites, de la Sécu, de la laïcité et de ce qui reste en France de souveraineté nationale et populaire. Ce qui a provoqué une fragmentation sociale qui a permis le développement « d'identités de repli » souvent réactionnaires, racistes, régionalistes, religieuses... Ces replis, noyés dans un magma mondialiste rendent impossible le rassemblement des citoyens dans un cadre territorial clair et perceptible.

Si en raison du pouvoir de la bourgeoisie, la nation ne constitue pas un rempart immuable face aux attaques du capital, elle constitue cependant un socle qui a permis et permet encore des conquêtes sociales et démocratiques dans le cadre de la lutte des classes, en attendant de pouvoir bâtir un nouveau système politique donnant le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. La nation apparaît dans ce contexte

comme un frein aux volontés capitalistes nationales et internationales d'attaque contre les acquis sociaux comme le montrent tous les jours les luttes, qu'il s'agisse du secteur public (bataille contre les privatisations...) ou du secteur privé (délocalisations, protection sociale...). **Se battre pour de véritables nationalisations,**



par exemple, c'est agir pour que les femmes et hommes, travailleurs et les usagers sur un territoire qu'ils ont défini, soient maîtres des choix de gestion et de production de richesses et de l'ensemble des services. C'est aussi parce que la nation est un obstacle à l'impérialisme que celui-ci s'attaque depuis des années aux états-nations en particulier au Moyen Orient (Irak, Yémen, Liban...), ce dont la Palestine est l'illustration suprême.

Au cœur du choix idéologique lancé il y a déjà plusieurs années (et du combat) entre services publics et « services d'intérêt économique général » (selon la formule impulsée au niveau de l'UE)³ se trouve aussi cette question. C'est justement parce que le cadre national est un frein à la voracité du capitalisme que ce dernier a eu besoin du nouvel espace politique que la constitution européenne lui a offert.

Cependant le cadre national peut aussi simultanément être utilisé par les capitalistes et les impérialistes français comme base d'expansion, de domination et d'exploitation en direction des anciennes colonies françaises ou d'autres pays dont on veut contrôler les

³ « **Services d'intérêt économique général** » : il s'agit des services de base fournis à titre onéreux, tels que les services postaux. Ils sont soumis aux règles européennes régissant le marché intérieur et la concurrence. <https://commission.europa.eu/topics/single-market/services-general-interest.fr>

Il s'agit donc de mettre en concurrence les services publics avec le privé pour finalement liquider les services publics pour les remplacer par des entreprises privées.

marchés. Le plus souvent en associant dans cette entreprise expansionniste niveau national, niveau européen et niveau nord-atlantique grâce à l'UE et à l'OTAN.

C'est au vu de ces éléments que nous affirmons que le cadre national reste le cadre de la conquête des droits et de la prise du pouvoir, par le peuple et pour le peuple.

C. Une constitution européenne contre la souveraineté des peuples

Certes les États nationaux ont joué en leur temps le rôle qu'entend de plus en plus jouer l'Union européenne aujourd'hui. **Mais la plupart de ces États, à la différence de l'UE, ont été forgés par des mouvements sociaux, des révolutions et ont été marqués par des mouvements de libération nationale.**



Au moment historique où les nations ont acquis un réel début de maturité, et ont développé par les luttes des protections, où il devient possible de construire un réel internationalisme, le capitalisme occidental cherche à construire de nouveaux outils d'exploitation et de domination : un État supranational européen, ici, des instances similaires du type ALENA⁴

ailleurs une tentative de s'opposer aux luttes émergentes en Afrique qui allient désir de souveraineté et renaissance du panafricanisme. Partout des accords faussement appelés de « libre échange », qui sont en fait des accords visant la liberté pour les propriétaires mondiaux de commercer et d'exploiter sans limite et en s'affranchissant des protections nationales que les luttes de peuples ont pu gagner.

En Europe, que cette construction soit un État fédéral ou confédéral n'apporte qu'une différence formelle au regard des enjeux démocratiques, sociaux et culturels. Mais tout comme un train peut en cacher un autre, un problème peut en dissimuler un second. Pourquoi fallait-il une constitution ou plutôt pour qui, pour quelle classe fallait-il une constitution ?

D'une part, les bourgeoisies nationales européennes ont porté depuis des décennies le projet d'une constitution européenne pour développer le marché sans contrainte, regrouper des États afin de regagner une position hégémonique perdue après les deux

⁴ ALENA devenu en 2020 AEUMC : Accord de libre-échange nord-américain (entre les États-Unis, le Canada et le Mexique).

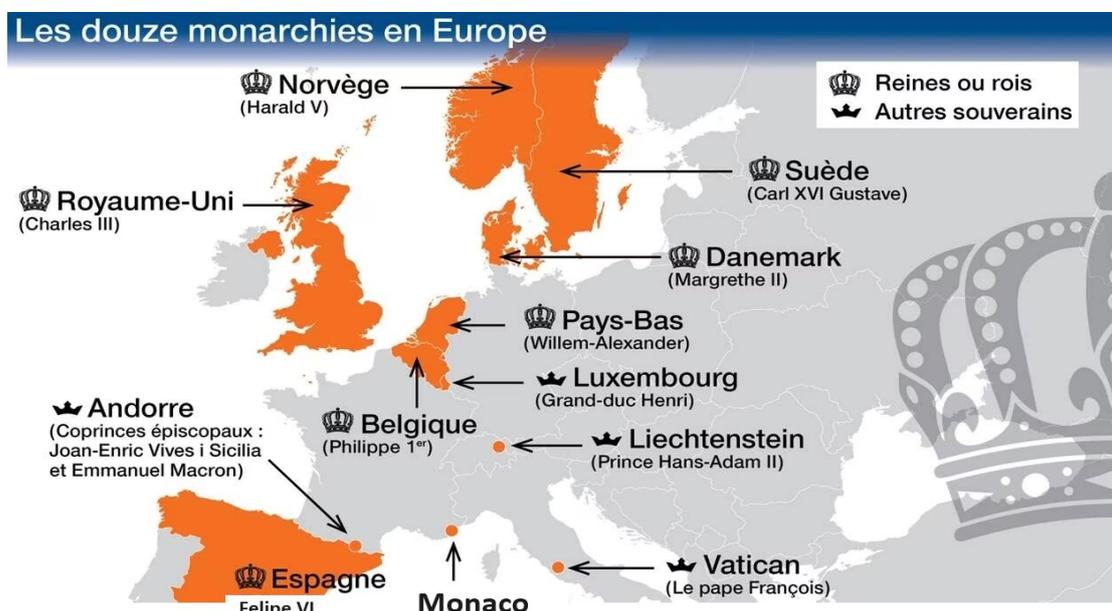
guerres mondiales et pour ces buts, lutter à l'interne contre les conquits démocratiques et sociaux.

D'autre part, et de manière antagoniste, la bourgeoisie états-unienne et les bourgeoisies financières européennes ont décidé de transformer l'UE en avant-poste de l'impérialisme américain et pour renouer avec l'hégémonie séculaire sur le monde des impérialismes Euro-US. Hégémonie menacée par la période des indépendances et l'émergence d'états contre-hégémoniques comme l'URSS, Cuba ou la Chine.

On pourrait être tenté de dire que dans le cadre d'une « Europe des peuples », respectueuse des nations, il peut ne pas être négatif pour leurs intérêts de se donner un cadre de coopération mutuellement avantageux. Mais peut-on imaginer une Europe authentiquement sociale sans renversement de la bourgeoisie et construction du socialisme dans chaque pays et à partir de là, constitution d'une alliance de ces pays ?

Nous sommes favorables à des coopérations qui peuvent prendre la forme de traités librement acceptés par leurs citoyens après débat contradictoire. Mais non pas à une constitution qui verrouille la vie politique et sociale. Le fait que cohabitent des constitutions nationales et une constitution européenne imposée par le haut a été précédé par des adaptations successives en catimini des constitutions nationales aux diktats de la Commission européenne. Déjà coexistent sur le « vieux » continent des Républiques et des monarchies plus ou moins parlementaires ! Plus précisément, si le capital a poussé aussi fort à la roue en faveur de cette constitution européenne refusée finalement par les seuls peuples à qui on a donné la parole, c'est naturellement en raison de son contenu libéral, mais c'est aussi pour se débarrasser de ce que les peuples des Etats-Nations en Europe ont pu inscrire de positif dans leurs constitutions et leur droit national au fil de leur histoire, notamment au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Du point de vue de la souveraineté des peuples aussi, la nation n'est donc pas un concept dépassé que l'on peut balayer d'un revers de main



D. La Nation, garant actuel de la démocratie

Refuser la supranationalité aujourd'hui, ce n'est donc pas opposer les souverainetés entre elles dans des replis nationalistes frileux, mais exiger que partout les peuples soient maîtres de leur destin pour l'échelle qui les concerne et que tout accord international doit prendre en compte cette volonté-là.

La question centrale posée par le référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen avait été celle-ci et dire non à l'Europe supranationale, c'était défendre la souveraineté populaire, le droit pour chaque peuple de choisir son gouvernement et ses lois et de protéger ce qu'il a conquis de libertés et de bien-être. Cette question de la nation pose aussi celle des institutions et des lieux de décisions à l'intérieur de celle-ci.

Quand l'Union européenne était à 15, il y avait en France autant de communes (36 000) que dans les 14 autres pays réunis.

Ces lieux de pouvoir et de contrôle locaux donc à la base étaient impossibles à accepter pour les partisans de l'Union européenne. Depuis des années, au travers des lois successives de « décentralisation », ils veulent nous faire arriver à une **Europe des régions**, où les niveaux de décisions

au nombre de 6 aujourd'hui (commune, intercommunalité comme les Métropoles ou les Communautés d'agglomération, département, région, pays, Europe) seraient réduits à deux ou trois en fait : métropole, région et Europe.

On mesure les conséquences néfastes de ces décisions pour la vie démocratique... Du coup, on voit d'un autre œil les écrits qui fleurissent depuis le début du processus de fédéralisation revendiquée sur le thème du « mille-feuille administratif » ... Au nom de la lutte contre la bureaucratie locale, on bureaucratise à l'échelle supranationale en éliminant les seuls lieux de pouvoir que les citoyens peuvent atteindre et qu'ils arrivent à concevoir.

Les communautés de communes, puis les eurométropoles, avec comme conséquence une absorption des petites communes par la métropole dominante comme le **dépeçage des administrations nationales** entrent aussi dans ce schéma-là. Sous



couvert de décentralisation et de régionalisation, il s'agit de vider de leur contenu les structures enracinées dans la conscience populaire.

E. Nationalisme ou internationalisme

Parce que **nous sommes internationalistes**, nous refusons le concept « d'Europe des nations » tel qu'il est défendu par les prétendus « souverainistes », les nationalistes étroits, les courants fascistes. Nous sommes favorables à une véritable souveraineté populaire anti-raciste, anti-impérialiste ouvrant à toutes les coopérations possibles (y compris hors d'Europe), mais nous sommes tout autant opposés aussi au concept impérialiste de super-État européen. Les partisans de l'UE axent principalement leur campagne idéologique en opposant d'un côté les « Européens généreux » et de l'autre les « nationalistes égoïstes ». On a déjà vu et on verra de plus en plus apparaître l'argument : *« D'accord l'UE ce n'est pas parfait, il faut l'améliorer, mais il faut « construire l'Europe » (UE) ensemble. »*

Ce qui est en question aujourd'hui, ce n'est certainement pas **l'Union des Républiques socialistes d'Europe** mais la construction de l'espace politique impérialiste dont le capitalisme a besoin. C'est l'objectif de créer une base impérialiste centralisée capable de se lancer à l'assaut spoliateur du monde en coopération ou en rivalité avec d'autres capitalismes impérialistes.

Il faut dire NON à cette fédération supranationale car ne pas défendre aujourd'hui le peuple de France et ce que la nation conçue démocratiquement contient de conquêtes populaires serait se condamner à l'impuissance et à la régression pour l'avenir. C'est là un enseignement majeur : c'est dans les périodes où la souveraineté nationale s'est articulée avec les luttes ouvrières que s'est exprimée avec le plus de force la souveraineté populaire qui a permis les avancées sociales et démocratiques les plus importantes. Et c'est quand la France bourgeoise a fortement affirmé son indépendance sous la pression du mouvement populaire qu'elle a pris les initiatives internationales les plus audacieuses en faveur des peuples et de ses classes populaires de toutes origines.

Si on ajoute à cela les restrictions qui sont mises au pouvoir de la seule institution élue, le parlement, au profit du Conseil (réunion des ministres) et de la Commission européenne (dont les membres sont désignés par les chefs d'État), avec les règles de la codécision, de la majorité qualifiée ou de l'unanimité, on mesure assez vite que l'UE est une machine technocratique totalement antidémocratique. Ce pouvoir supranational ne peut en fait que renforcer en réaction les nationalismes les plus étroits parmi des peuples qui se sentent niés par une institution qui les méprise à tous points de vue.

II. L'UE, une institution impérialiste

A. L'UE, contrepoids économique et politique des USA ?

Cet argument, qui fut un des arguments majeurs employés à la fin du 20^{ème} siècle, a pris beaucoup de plomb dans l'aile depuis quelques années. Stephen Hadley le conseiller de G. Bush pour l'Europe déclarait en 2002, en pleine tourmente ukrainienne : « ***Pour que l'Ukraine s'en sorte, il faut que le plus rapidement possible elle rentre dans l'OTAN et adhère à l'Union européenne*** », ce qui démontrait qu'au final c'est bien dans l'intérêt des États-Unis que fonctionne l'UE. 20 ans plus tard, l'Ukraine encore, démontre la même chose, poids accru de l'OTAN en plus.

Les présidents des USA, de G. Bush à Biden et bien avant, ont tous clairement dit leur souhait d'une « Europe » forte (en réalité une Union européenne forte). Si, à l'inverse, Trump a déclaré que l'UE était l'ennemi des États-Unis, après avoir fustigé la Grande-Bretagne pour avoir voté le Brexit et menacé de sortir de l'OTAN, cela est plus dû à sa politique prétendument isolationniste mais toujours impérialiste et son obsession anti-Russie et anti-Chine accusées toutes deux de la « contrôler ». Trump est un commerçant qui cherche à faire payer à l'UE la note tout en faisant du chantage pour mieux la soumettre encore. Alors que pour Josep Borrel, vice-président de la commission européenne, « *une Europe forte et efficace, n'est pas une rivale pour l'alliance transatlantique, mais un préalable à celle-ci* »⁵

On a vu depuis février 2022 dans les faits que l'UE n'avait aucune volonté de s'imposer face à la volonté belliciste des États-Unis en Ukraine puis ailleurs, en Asie et au Moyen-Orient, et qu'elle acceptait même de voir son économie entrer en récession plutôt que d'affronter Washington qui profite de la guerre pour imposer ses exportations aux pays européens.

Nous nous trouvons plus dans une guerre pour la suprématie mondiale de la part des États-Unis avec l'aide de l'UE, que dans une hostilité nord-américaine à « l'alliance européenne » en tant que telle.

Et même si Trump avait changé et pourrait encore une fois changer la donne dans le domaine des relations des deux côtés de l'Atlantique nord, rien ne dit que cela soit durable, d'autant que le capitalisme international a besoin du « libre-échange » pour répondre à sa crise des débouchés et pour la circulation des capitaux. Et l'UE ne fait que signer traités de libre-échange sur traités de libre-échange avec tous les pays possibles.

⁵ www.eeas.europa.eu

De plus, ces turbulences ou zigzag diplomatiques ne changent pas fondamentalement la donne sur le plan économique : l'UE a une politique économique et militaire alignée sur celle des USA.

Comment imaginer une Union européenne indépendante politiquement des USA quand sa constitution prévoit un alignement de sa politique militaire sur l'OTAN ? Nous ne sommes plus au temps d'un de Gaulle rêvant de la construction d'une 3^{ème} superpuissance (au sein de laquelle les États-nations devaient rester souverains) - ce qui n'était de toute façon pas une garantie pour la paix, ni gage de prospérité économique et sociale, ni de coopération équitable avec les autres peuples – mais dans une construction alignée sur les intérêts capitalistes occidentaux tels qu'ils sont régulièrement redéfinis lors des G7, même s'ils sont en perte de vitesse.

B. L'euro contre les peuples

L'euro dont le taux a été fixé pour être au niveau du dollar et selon le rapport des forces entre capitalistes dans l'UE ne protège ni de la fuite des capitaux, ni des délocalisations, ni de la pénétration étasunienne grandissante sur le territoire. Celle-ci est telle qu'aujourd'hui les USA sont le 1^{er} investisseur de la région Île de France qui représente 19% de la population française et ce n'était ni le cas quand l'UE s'est mise en place, ni un processus fatal.

L'or n'est plus l'étalon mondial, la « santé économique » française (au sens capitalistique du terme *santé économique*) est dépendante directement des soubresauts du dollar et du déficit chronique US. Pire, la mise en œuvre de l'euro, outre le fait qu'elle a retiré à la nation la maîtrise de sa monnaie et donc d'une grande part de ses choix budgétaires, a eu des conséquences directes sur la vie des gens. Le chômage n'a cessé de grandir dans la zone euro et le pouvoir d'achat n'a cessé de fondre. *A contrario*, les trois pays qui n'ont pas adopté l'euro (Danemark, Suède, Royaume-Uni à l'époque d'avant le brexit) ont un taux de chômage moitié moindre que la France. Dès le 15 janvier 2005, dans une tribune parue dans *Le Monde*, deux économistes partisans de la construction européenne aboutissaient à la conclusion que le retour aux monnaies nationales était inévitable au moins pour certains pays de la zone euro :

« Le contraste est saisissant avec les économies des pays dits « eurosceptiques » — Royaume-Uni, Suède et Danemark — qui partagent des taux de chômage notablement plus faibles, des taux de croissance plus élevés et des déficits budgétaires très limités (quand ils ne connaissent pas un excédent budgétaire). Conclusion : à ce jour, la monnaie unique n'a guère enrayer le malaise économique européen et l'on ne peut manquer de s'interroger sur son éventuelle responsabilité dans les difficultés économiques actuelles de la zone euro. [...] L'élargissement en bloc de l'UE à dix nouveaux pays d'Europe de l'Est ne fera qu'affaiblir davantage un

attelage déjà bien branlant. Si traumatisant que cela soit de restaurer certaines monnaies nationales — pas nécessairement toutes — certains pays, notamment les plus petits, pourraient décider d'abandonner l'euro. »

Anthony Gripe, banquier d'affaires et

Laurent Jacques, professeur de finance internationale.

Il faut rappeler que l'euro a, notamment, été créé dans l'intérêt du capitalisme allemand et aux dépens des intérêts des économies nationales européennes les plus faibles. Le peuple grec a déjà pu, amèrement le constater. Mais depuis, même l'Allemagne est entrée en dépression à cause de sa soumission, pour cause de guerres en Ukraine, aux diktats d'outre-Atlantique.

Dans le même ordre d'idée, toutes les études ont mis en évidence une forte augmentation des prix depuis l'euro. Si la CGT avait conservé ses analyses basées sur son propre indice des prix, il y a fort à parier que la démonstration aurait été plus flagrante encore. Ainsi un directeur régional de la grande distribution en Provence-Alpes-Côte d'Azur a-t-il pu observer une baisse de la consommation de l'ordre de 30% sur les produits alimentaires dans les mois qui ont suivi la mise en place de l'euro. L'euro n'est donc pas une monnaie pour s'opposer à l'hégémonie du dollar, ni un moyen de protéger les consommateurs européens, mais une des deux monnaies qui se veulent leaders mondiales.

Du point de vue de la monnaie, la Chine, les pays de l'ALBA, les BRICS, toutes puissances qui généralisent leur abandon du dollar pour commercer en monnaies nationales sont de plus efficaces contrepoids à la domination du dollar. Même paradoxalement le Japon a compris que son intérêt national était de commercer en yen pour ses échanges avec la Chine !

En outre, dans toutes les instances internationales, qu'il s'agisse de l'OMC ou de l'ONU, l'Union européenne ne s'oppose pas aux États-Unis mais s'aligne quasi-systématiquement sur ceux-ci quand il s'agit de promouvoir les intérêts des capitalistes des pays du Nord contre ceux du Sud. Rappelons que dans ce domaine les USA sont la seule puissance ayant un droit de veto au FMI, et de ce fait décident du partage des voix en tout arbitraire ...sans que l'UE ne s'y soit jamais opposée, bien au contraire.

Plus l'Union européenne se renforce, plus nous nous rapprochons du mode de vie, de pensée, de fonctionnement de la société étasunienne, qui sont libérales et individualistes, au détriment des valeurs de solidarité mises en avant tout au long de notre histoire sociale et en particulier par le Conseil national de la Résistance (CNR). On a ainsi imposé des fonds de pensions « à la française », la politique répressive de « tolérance zéro », l'appauvrissement du débat politique dans un monolithisme bipartisan entre libéraux et sociaux libéraux auquel peu à peu sont associés l'extrême

droite fasciste, la marchandisation de la culture et du sport... le recul temporaire de la conscience des possibilités de changement de société.

L'UE n'est donc pas un contrepoids de l'empire américain dans l'intérêt des peuples, mais elle est **un super-État impérialiste en construction** tantôt allié, rarement opposé aux USA, sur la base des intérêts des multinationales, ce qui en soi est une menace pour la paix dans le monde. Est-ce que l'on compte sur Coca-Cola France pour combattre l'hégémonie US ? Est-ce que la concurrence BOEING/AIRBUS profite aux salariés ? Bien sûr, pour l'instant l'un emploie des salariés en Europe et l'autre en Amérique du Nord, mais est-ce que cela va empêcher qu'ils délocalisent un jour une part des emplois dans des pays du tiers monde s'ils y trouvent un intérêt pour leur capital ? Ne connaît-on pas de multiples exemples de profits réalisés à un endroit de la planète et réinvestis à un autre endroit avec comme seul critère la rentabilité maximum ?

Le capitalisme n'a pas plus de patrie qu'il n'a de morale. Un véritable contrepoids passerait par le **développement d'industries et de services nationalisés sous contrôle ouvrier**, échappant par là même au pouvoir des transnationales, ayant d'autres critères de gestion et de fonctionnement. C'est ce dont il est question dans de nombreux pays du « Sud global » où émergent des pouvoirs décidés à promouvoir la souveraineté des peuples sur celles des firmes transnationales, qui n'ont pas une conception des relations internationales prenant la forme de carcans mais d'alliances pour le bien des peuples et qui, là, s'opposent à l'impérialisme américain. Là-bas, pour s'opposer au projet étatsunien de « ZLEA » (zone de libre-échange des Amériques ou « ALCA » en espagnol), il n'a jamais été question d'une « *ALCA sociale* », mais bien d'une autre alliance alternative, l'ALBA, née officiellement lors de la 4^{ème} Rencontre de l'hémisphère sud-américain contre l'ALCA qui s'est déroulée à La Havane en avril 2005. Force est de constater qu'en Europe nous n'en sommes pas là...C'est aussi ce qui germe en Afrique dans ce mouvement de renouveau du panafricanisme qui, pays après pays, pose la question de la sortie du Franc CFA et de la fin de la présence militaire étrangère.

C. L'UE, alliance guerrière

Le grand argument de ceux que l'on a appelé les « pères de l'Europe » par un abus de langage qui a une importance idéologique indéniable était : grâce à l'Europe, on aura la paix. Cet argument employé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale avait évidemment une portée psychologique considérable. D'emblée, les penseurs et artisans de la construction européenne se sont situés sur le terrain idéologique en cherchant en permanence à détourner l'aspiration des habitants de ce continent à la paix et à la fraternisation entre les peuples. Il s'agissait pour eux de s'abriter sous le parapluie américain pour combattre l'aspiration des peuples d'Europe de l'Ouest comme de l'est vers le socialisme. Mais face au défi communiste, il s'agissait de prôner

un « modèle social européen » capable de préserver les intérêts des gros capitalistes tout en accordant aux peuples quelques miettes avec un minimum « d'État providence » pouvant d'ailleurs être financé grâce à l'exploitation impérialiste des pays colonisés ou néocoloniaux.

Mais cette politique néocoloniale produisant des guerres à répétition partout dans le tiers monde devait être masquée car les peuples aspiraient à la paix. Les « pères de l'Europe » ont détourné cette aspiration populaire à la paix pour en faire la pierre d'angle démagogique de leur argumentaire politique pour la construction de l'alliance des bourgeoisies impérialistes d'Europe. Leur argumentation avait un avantage, celui de faire passer comme des « jusqu'au-boutistes nationalistes » ceux qui se sont

L'EUROPE, PRIX NOBEL DE LA PAIX !



opposés à ces choix-là. En effet, dans cette bataille idéologique qui est aussi une guerre des mots, il y aurait selon eux les « pro-européens » et les « anti-européens », et pourquoi pas tant qu'on y est les pacifistes et les guerriers ?

Si l'on doit parler paix, force est de constater que les mêmes qui sont partisans aujourd'hui de la *Pax europæana* ont été hier et sont encore aujourd'hui souvent les partisans de la *Pax Americana*, sans parler qu'ils sont liés à la plupart des milieux qui avaient auparavant été partisans du « nouvel ordre européen » à bâtir autour du Troisième Reich.

Quelle paix et d'ailleurs quelle indépendance peut garantir une puissance qui non seulement est membre de l'OTAN – alliance militaire illégale au regard de la charte de l'ONU et qui de surcroît n'aurait plus de raison d'être si l'on s'en tient aux objectifs antisoviétiques initiaux des créateurs de cette force armée internationale – mais qui en plus est soumise totalement aux États-Unis ? La construction européenne a-t-elle empêché une seule guerre ? Dans les Balkans ? En Afrique ? En Ukraine ? En Palestine ? bien au contraire, l'UE a soutenu toutes les guerres et son secteur militaro-industriel s'est constamment renforcé contrairement aux industries civiles massivement délocalisées.

Si la période 1945/90 a été qualifiée de plus longue période de l'histoire sans conflit majeur, on ne peut oublier qu'il y a également eu dans cette même période plus de morts dans des conflits dits locaux que pendant toute la 2^{ème} guerre mondiale... Ces guerres de « faible intensité » ont été menées par les impérialismes français,

européens et US contre les mouvements de libération nationale en Indochine/Vietnam, Algérie, au Cameroun, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Afrique du Sud, etc.

Et on ne peut oublier que c'est l'existence de l'Union soviétique et de ce qu'elle appelait « le camp de la paix » qui a constitué le contrepoids imposant à l'OTAN et aux puissances impérialistes européennes la paix sur le continent européen. Une fois l'URSS disparue, les propagandistes bourgeois ont tout fait pour effacer des mémoires son rôle majeur pour la paix mondiale et ont en 1999 désintégré par la guerre l'État multinational de Yougoslavie en Europe [1^{ère} intervention directe de l'OTAN hors de ses frontières].



Si nous pouvons nous réjouir du fait qu'il n'y ait plus eu de guerre entre pays appartenant à la CEE puis l'UE,—pouvons-nous pour autant oublier que les conflits se sont simplement déplacés et qu'ils enrichissent toujours les mêmes vendeurs d'armes ?

On peut aussi allonger la liste des pays auxquels des pays de l'UE ont fait ou font la guerre : Irak, Libye, Syrie, ...ou la financent comme au Yémen et désormais en Ukraine et à nouveau en Palestine.

Est-il hasardeux d'affirmer que le capitalisme n'a pas eu pour l'instant d'intérêt financier à laisser se développer la guerre au sein même de l'UE mais qu'il l'a exportée à sa périphérie, ce qui est sans doute la principale raison de cette période de non-agression très relative ? Tous les « dominions »⁶ de l'impérialisme US, les sous-impérialismes européens, maîtrisent les contradictions de leurs différentes bourgeoisies pour s'unir aux efforts guerriers de l'impérialisme.

Si on prend l'exemple de l'Ukraine, force est de constater que l'UE a mis de l'huile sur le feu et attisé les braises d'un conflit qui n'était pas inéluctable... Et aujourd'hui, on sait de la bouche même d'Angela Merkel et de François Hollande que les signataires européens du traité de Minsk en 1994 n'avaient pas l'intention de s'opposer à la militarisation de l'Ukraine répondant aux intérêts de Washington. Comme d'ailleurs les mêmes pays n'ont rien dit quand le putsch de « l'euromaïdan » de 2014 a annulé l'accord de pacification de l'Ukraine conclu sous l'égide de l'Allemagne, de la France, de la Pologne, de la Russie et des deux parties ukrainiennes en présence. Il faut se rappeler

⁶ Un dominion est à l'origine un État membre « autonome » de l'Empire britannique, nous employons ce terme pour désigner les États vassalisés ou dominés par les États Unis.

les paroles de Mme Nuland⁷, « la dame Ukraine » au sein de l'administration US : « F... the EU ! ». Ce fut dit et ce fut fait contre l'intérêt des États capitalistes européens, sans aucune réaction de la part de l'UE. Où est la soi-disant « souveraineté européenne » ?

Les prises de position de l'UE tant à l'OMC que dans le cadre de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) sont les ferments de conflits futurs opposant des pays qui veulent sortir de la pauvreté et en sont empêchés par l'attitude prédatrices des pays impérialistes.

Avec en plus une force européenne transportable, constituée exclusivement de militaires de métier, de mercenaires donc, le risque n'est-il pas plus grand demain de voir une nouvelle force impérialiste s'affronter aux USA par pays pauvres interposés ?

Si le premier but déclaré de l'Union européenne avait été la paix, le 1^{er} poste de ministre créé aurait pu être celui des cultures ou de l'éducation...et non comme dans le cadre de la constitution puis du traité de Lisbonne celui des affaires étrangères ...Et puis, à moins d'être adepte du fameux « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » des Romains, comment se réclamer de la paix et se fixer dans une constitution l'objectif d'augmenter les capacités militaires de chaque pays de l'Union ? Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine alimentée par l'OTAN ou le génocide palestinien par Israël, la propagande belliciste européenne est telle qu'elle justifie la militarisation des sociétés et l'augmentation des coûts de cette politique.

Par comparaison et sans même parler de l'ALBA, faut-il rappeler que le premier objectif de la CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) est la lutte contre l'analphabétisme et pour le droit à la santé ?

Comme l'UE s'est construite contre l'intérêt de la plupart des nations et surtout des peuples qui la composent, l'opposition populaire à celle-ci est grandissante. Pour contrer cette opposition, le capital financier européen développe le fascisme pour recycler son projet européen dans le projet fasciste de l'« Europe blanche et chrétienne ». Dans cette optique, les fascistes attisent le chauvinisme partout en Europe, créant aussi les bases de la résurgence des contradictions inter-pays capitalistes dans l'UE et fait monter le risque de guerres intra-européennes.

Et ce n'est pas la farce du prix Nobel de la paix attribué à l'UE en 2012 qui nous fera changer d'avis...

Nous n'avons nul besoin d'une force impérialiste qui unifie les impérialismes décadents européens au service des États-Unis.

⁷ Victoria NULAND secrétaire d'État assistante pour l'Europe et l'Eurasie de 2013 à 2017 (administration Obama) et sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques depuis 2021 (administration Biden).

L'aval de la social-démocratie...

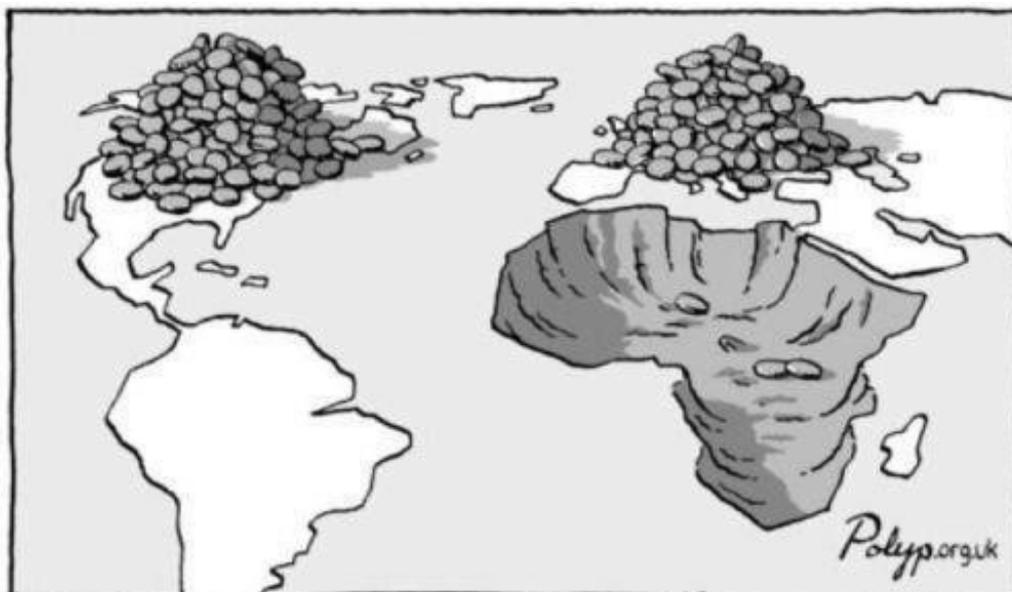
L'essence idéologique pro-UE de la social-démocratie est exposée nettement dans un texte intitulé « *Socialistes de toute l'Europe, unissez-vous !* », de Laurent Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard, tous ténors et hauts responsables de l'Internationale socialiste :

« Le socialisme dans un seul pays n'a évidemment plus de sens. Si l'on veut être efficace et peser vraiment sur le cours des choses, les politiques à mettre en œuvre et les régulations à construire se situent désormais à l'échelle des continents et du monde. [...] La social-démocratie se définit par la recherche d'un triple compromis entre le capital et le travail, le marché et l'État, la compétition et la solidarité. (...) Les trois compromis de la social-démocratie doivent donc être actualisés, nos méthodes réformées et internationalisées. [...] Il faut aussi éviter tout repli sur soi, car le déséquilibre actuel qui fait des États-Unis l'acteur dominant du système international doit être corrigé. [...] La refondation de la social-démocratie passera d'abord par l'Europe. [...] Devant les enjeux de la gouvernance internationale ... l'Europe constitue le bon échelon d'intervention et de représentation. [...] Nous voyons ce qu'elle peut d'ores et déjà dans la sphère économique ! Puissance douce, soft power, comme diraient les Anglo-Saxons ? [...] un monde qui se structurera autour de quatre ou cinq grands ensembles régionaux, dont l'Europe. [...] La social-démocratie doit prendre appui sur l'Europe »

Le Monde du 29 octobre 2002

D. L'UE, l'Afrique et le Sud global : une histoire de domination

Il était déjà visible avec les accords de Schengen qui ont défini deux sortes d'étrangers, les Européens et les autres, que l'Europe était discriminatoire, prolongeant ainsi la mentalité coloniale. Dans cet ordre d'idée, le soutien de l'UE à la guerre d'Israël contre Gaza n'a fait que confirmer la permanence de l'attitude coloniale au sein des classes dirigeantes des anciennes puissances coloniales.



Là aussi, la construction européenne n'a fait qu'aggraver cette dimension en renforçant le caractère impérialiste de l'espace politique en construction.

Il y avait (et il y a toujours) la Françafrique qui à l'aide de barbouzes⁸ protège ses intérêts financiers, pille les richesses, fait et défait les gouvernements fantoches, maintient la monnaie coloniale CFA et les dits « accords de coopération » ... Même si aujourd'hui, l'impérialisme français est affaibli par l'avènement en Afrique de luttes populaires et d'Etats contestant son joug spoliateur et oppresseur. Ce qui nous interpelle nous, communistes français, pour redoubler d'effort dans notre solidarité internationaliste.

Il y aura de plus en plus d'Eurafrique .

- Celle qui met des barbelés à ses frontières et adopte des lois de plus en plus rétrogrades et répressives sur les questions du droit d'asile et de l'immigration tout en externalisant le rôle de pays gardes-frontières aux pays environnants.
- Celle qui veut bien piller, quand cela l'arrange, y compris la matière grise des pays pauvres en élevant la notion « **d'immigration choisie** » au rang de doctrine officielle à condition que celle-ci ne reste pas plus en Europe que ce que la production l'exige et surtout n'y emmène pas ou n'y constitue pas sa famille. Elle tente de maintenir cette emprise alors même que l'émergence de nouveaux acteurs, en Asie (Chine) et ailleurs (Russie notamment) est en train de mettre un terme au tête-à-tête Europe-Afrique.
- Celle qui refuse la libre circulation des hommes et des idées mais organise la déportation économique légale (quand on proclame que l'on a « besoin » de 18 millions d'immigrés pour le bien être du continent) ou illégale quand on refuse de donner des papiers à des salariés pour pouvoir les exploiter plus que des salariés titulaires d'une autorisation de travail.
- Celle qui impose des accords commerciaux pour son seul profit, comme en Mauritanie, une des zones les plus poissonneuses du monde, que viennent exploiter des bateaux venus de toute l'Europe empêchant ainsi les Mauritaniens de tirer un juste profit de leurs richesses naturelles
- Celle qui se partage les mines, les minerais stratégiques tel le coltan sans lesquels pas de téléphones portables de la République démocratique du Congo, fait du Maroc un protectorat et de la Tunisie un lieu de villégiature pour touristes européens.

⁸ Le terme « barbouzes » désigne un « agent de police parallèle » ou « agent des services secrets ».

- Celle qui entretient les meilleures relations du monde avec des régimes dictatoriaux, clientélisés, corrompus, néocoloniaux, et combat les nouveaux pouvoirs souverainistes décidés à développer des partenariats avec les nouvelles puissances émergentes.
- Celle qui après avoir mis à terre toute la zone CFA par des mesures monétaires prises par la cohabitation entre le parti socialiste et la droite conservatrice du temps de Balladur, les a encore aggravées par la mise en place de l'euro.
- Celle qui cède (voire précède) devant les exigences américaines à l'OMC, l'AGCS et tous les traités internationaux.
- Celle qui délocalise dans le monde pour profiter de l'absence de droits sociaux et des différences de niveau de vie afin de tirer les coûts de production vers le bas et obtenir le maximum de profits.
- Celle qui, à l'instar de la banque mondiale et du FMI, impose ses choix économiques comme la privatisation des services publics au bénéfice de multinationales européennes voire d'entreprises françaises encore publiques qui les copient. (de ce point de vue l'exemple de la SONELEC⁹ est édifiant.)
- Celle qui s'enrichit en créant des désastres écologiques, en aggravant la misère de populations entières, en organisant les ventes d'armes comme l'a si bien montré le film « *Le cauchemar de Darwin* »¹⁰ et qui a donc un intérêt objectif au développement des guerres intracontinentales. Ce qu'on a pu observer en particulier dans le Sahel où l'armée française qui contrairement à la propagande n'a pas aidé à combattre le terrorisme, bien au contraire, mais cherche à attiser les tensions contre les gouvernements qui ont pris les choses en main pour essayer de restaurer la sécurité et l'unité territoriale et nationale comme au Mali.

⁹ La SONELEC entreprise nationale d'électricité sénégalaise était publique. Pour mener à bien un programme d'investissements Abou Diouf, président « **socialiste** » d'alors, modifia le statut de l'entreprise afin de faire appel à des capitaux privés tout en gardant la majorité (51%) du capital sous contrôle de l'Etat sénégalais. Un accord fut même trouvé avec le syndicat de l'entreprise afin de garantir le statut des salariés. La banque mondiale refusa cet accord et imposa à l'État une participation minoritaire...pour le plus grand profit – entre autres - de la Compagnie Générales des Eaux. La conséquence de cette capitulation du gouvernement sénégalais eut pour conséquence une remise en cause de l'accord, une remise en cause de la couverture nationale de la fourniture d'électricité, pour ne la réserver qu'aux seules régions « rentables ».

¹⁰ Le Cauchemar de Darwin (Titre original en anglais : Darwin's Nightmare) est un documentaire français réalisé par Hubert Sauper, sorti en 2004 qui montre comment l'UE saigne l'Afrique et lui vend des armes.

C'est bien un des aspects les plus détestables, le plus moralement condamnable, le plus dangereux pour l'avenir de la paix sur la planète et son développement, que cette UE impérialiste, tantôt alliée, tantôt rivale des USA, et de plus en plus soumise aux Etats-Unis avec la montée des guerres, mais toujours dominatrice des pays du Sud.



III. L'Europe sociale est-elle possible ?



Ou autrement dit « l'Europe oui, mais pas celle-là » ?

Dans toutes les forces se réclamant de gauche, l'idée est répandue qu'« une autre Europe est possible », ce qui demande discussion. Non pour diviser, non pour la jouer « plus de gauche que moi tu meurs » mais pour permettre aux citoyens, aux travailleurs de gagner ensemble dans nos luttes anti-capitalistes.

Si les partisans de ce concept d'Europe sociale étaient rigoureux (voire courageux...) ils emploieraient le terme bien plus exact (mais bien moins crédible) d'**Union européenne sociale** (encore la guerre des mots) ... or il serait difficile de vendre cela comme idée... ce qui est révélateur de ce que, au fond, tout le monde sait de ce qu'est l'UE mais que personne n'ose trop souvent dire au niveau des élites politiques, même de « gauche ». Quitte à être taxés d'anti-européanisme primaire, nous ne pensons pas qu'une « Union européenne sociale » soit possible sous régime capitaliste impérialiste de surcroît. Nous n'attendons pas que le progrès social découle magiquement d'une structure supranationale. Bien au contraire, nous pensons qu'une structure supranationale ne sera progressiste que si elle est portée et tenue par des nations progressistes débarrassées du système d'exploitation capitaliste. De même, il est plus facile pour les travailleurs d'une nation de défendre et faire avancer le progrès social contre leur bourgeoisie que contre les bourgeoisies européennes unifiées. Pourquoi ?

D'abord il faut observer que les partisans de « l'Europe sociale » ont en commun **une grande absente, la nation**. C'est pour eux une histoire ancienne et révolue, une notion qui ne compte déjà plus.

Vu ce qui est écrit dans la 1^{ère} partie, c'est ignorer les réalités héritées et toujours présentes, en particulier le socle de résistance que constituent les nations.

L'histoire sociale nous démontre à intervalles réguliers que si des mobilisations européennes voire mondiales ont pu exister et n'ont pas été dénuées d'intérêt elles ne sont jamais traduites par des résultats concrets et uniformes internationaux. Ainsi le

printemps des peuples de 1848 a provoqué un changement de mentalités mais n'a pu déboucher sur une Europe des peuples en raison de l'enracinement des conservatismes dans différents pays. Le 1^{er} mai ou le 8 mars, mobilisations mondiales historiques s'il en est, sont un autre exemple. Sans le mouvement de grève de 1936 en France, le 1^{er} mai aurait-il eu dans ce pays la reconnaissance qu'il a eu ? Si la résistance antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale a été possible, en particulier grâce à la mobilisation des communistes et à l'immense victoire de l'armée rouge, les résultats de cette résistance ont varié d'un pays à l'autre. 1945 n'a pas eu le même impact pour les droits sociaux en France, en Italie, au Royaume uni ou encore moins en Espagne.

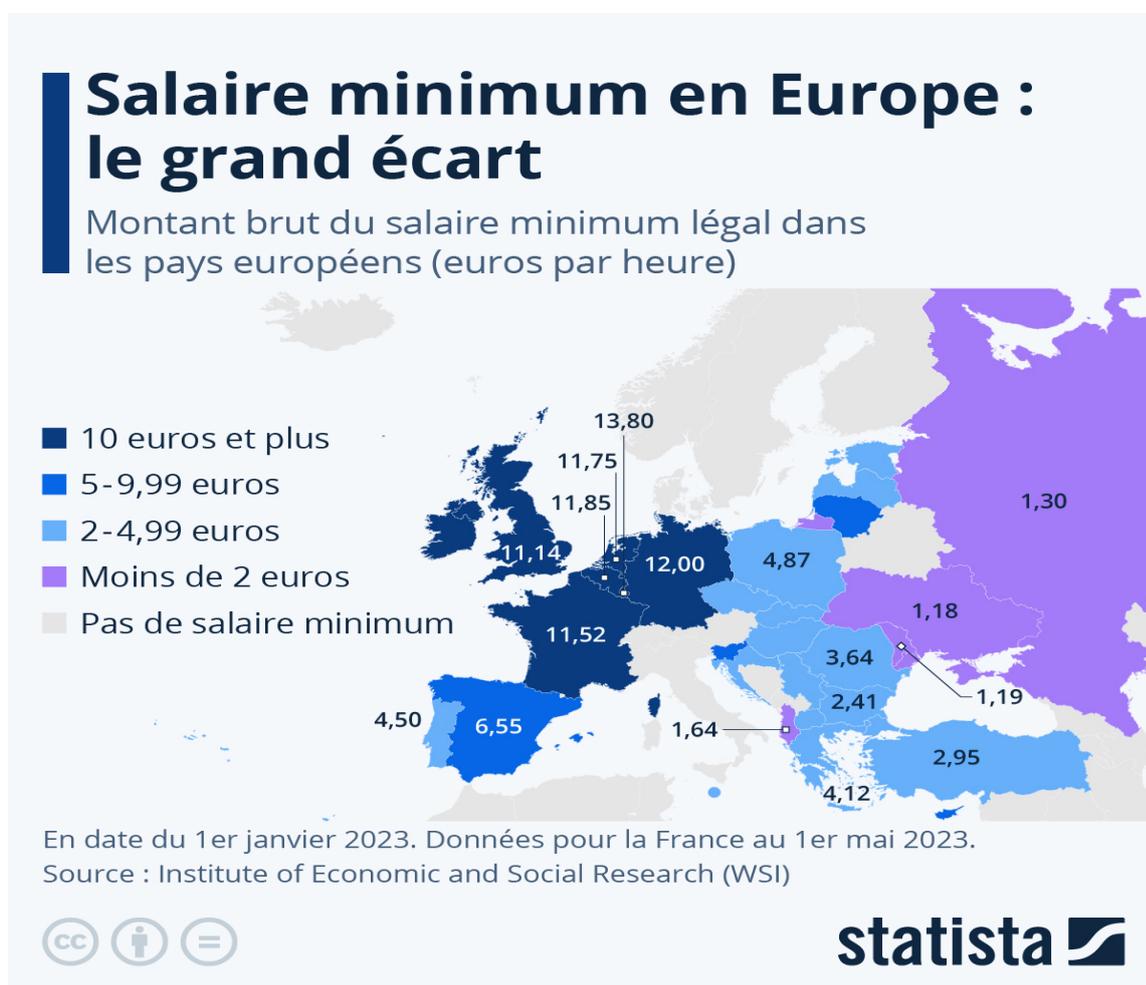
Or, la CEE puis l'UE se sont construits justement en opposition à tous ces héritages et en soumission à la superpuissance d'outre-Atlantique. Les différences entre les pays ont pu être exploitées pour empêcher la construction d'une convergence démocratique et sociale. C'est bien au niveau national que se situe le mieux la résistance voire la possibilité de conquêtes sociales et démocratiques, voire révolutionnaires : l'Espagne sur l'assurance chômage, la France, l'Italie, l'Autriche sur les combats pour les retraites, l'Allemagne sur l'assurance chômage et même les Pays Bas – ce qui est historique - sur les droits sociaux. Ces différentes réalités objectives nationales illustrent le propos de Lénine « *le développement inégal est une loi absolue du capitalisme* », y compris à son stade suprême l'impérialisme.

Et pour le grand patronat, pas question de laisser s'égaliser par le haut toutes ces normes acquises par des luttes nationales. Encore moins depuis que, avec la guerre de l'OTAN en Ukraine et maintenant en Palestine, la tension OTAN/Russie, voire OTAN/« reste du monde » a provoqué une crise énergétique dans l'UE qui est venue s'ajouter à la crise sanitaire depuis le covid et à la crise économique depuis 2008. Il y a bien en Europe et en « Occident » désormais une régression sociale, politique, idéologique et c'est à chaque peuple, à chaque cadre culturel historiquement et territorialement constitué, de commencer à mettre en place des initiatives porteuses d'une nouvelle perspective progressiste qui pourra converger avec des initiatives comparables dans d'autres pays, en Europe ou ailleurs.

Ensuite, si on parle « d'Europe sociale » ou ne serait-ce que de « modèle social européen » un minimum de pragmatisme impose de partir de faits, même ténus : **quel acquis social les dirigeants de l'Union européenne ont donné aux salariés et populations en 60 ans d'existence ?** En fait aucun, tout ce qui a été obtenu a été le résultat de luttes organisées par les syndicats de classe et les partis politiques révolutionnaires s'appuyant sur des mobilisations de masse, contre les pouvoirs conservateurs nationaux et contre les appuis que ceux-ci ont systématiquement obtenu de la part des institutions européennes non élues. **Conquis d'autant plus**

importants, quand il y avait ce que le capital lui-même considérait comme un contre-pouvoir et un danger pour son hégémonie l'URSS et le camp socialiste d'avant 1990, quelles qu'en aient été les limites. A *contrario* la liste est longue des acquis sociaux rognés ou supprimés au nom de la construction de l'UE...et en particulier depuis 1990. En régime capitaliste, national ou international, aucun progrès social ne sera possible sans luttes et rapport de forces...

Et quel acquis social, des luttes européennes (et lesquelles ?) ont permis de conquérir ? **Comment, par exemple, gagner une harmonisation des salaires par le haut** sur un territoire où la PPA¹¹ la plus forte est 3,7 fois plus élevée que la PPA la plus faible¹² ? Ces différences de revenus sont justement une des armes des multinationales qui opèrent sur le continent pour mettre les salariés en concurrence entre eux par le biais des délocalisations ou des reculs imposés de droits sociaux ?



¹¹ PPA : parité de pouvoir d'achat (PPA) permet de convertir des valeurs en euros en valeurs comparables entre pays, ce que la seule comparaison des salaires ne permet pas.

¹² Etude INSEE du 23 11 2023 portant sur l'année 2021.

On a du mal à mobiliser au niveau d'une ville, d'un département, d'une région, d'un pays et on devrait y arriver au niveau de l'Union européenne ? Est-ce que c'est une mobilisation européenne qui nous permettra de gagner à ATOS, la centrale de Gardanne ou sur les salaires ? Le rapport de forces est-il plus facile à construire dans 27 pays avec 27 langues, des organisations syndicales regroupées dans une CES qui « *veut sauver le capitalisme de lui-même* » mais divisées entre syndicalisme d'accompagnement et syndicalisme de luttes que dans un seul pays ?

Si l'on veut rêver de bâtir une « Union européenne sociale » il faudrait d'abord regarder avec lucidité le processus et les fondements de la construction en cours. L'Union européenne s'est constituée autour du marché du charbon et de l'acier, (et ce qui a produit comme « réussite » la fermeture de toutes les mines françaises) et sa seule logique aujourd'hui est une logique capitaliste. **Ce n'est pas une union des peuples, des États ou des nations, mais une union des multinationales**, des grands actionnaires bourgeois qui a besoin aujourd'hui d'un cadre politique et juridique au service de cette union-là. Dans ces conditions, il ne peut y avoir d'« Europe sociale ».

Pour être crédibles, les partisans de « l'Europe sociale » devraient d'abord être capables de sortir de l'incantation et poser clairement un projet concret, chose que nous n'avons jamais vu, et pour cause. Il faut revenir aux sources, c'est à dire aux fondements du Marché commun, les traités qui ont suivi plus régressifs les uns que les autres, repenser les coopérations internationales sur d'autres bases : nous n'en sommes vraiment pas là ! Tout refus de voir cette réalité en face ou recul d'un millimètre sur cette notion est suicidaire pour la perspective de changement. Il est d'ailleurs amusant de lire le florilège des propos d'hommes politiques de tous bords tout au long de l'avancée de la construction européenne et qu'il serait bienvenu de regrouper dans un « *bêtisier des partisans de l'UE* ».

Pourquoi notre horizon devrait se limiter au cadre territorial européen ? La France par exemple est tout autant, voire plus, un pays méditerranéen qu'elle est un pays « européen », sans parler de ses liens historiques avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine. Pour les milieux fondamentalement conservateurs ou réformistes, l'argument incantatoire est « *puisque l'Europe politique et économique existe, que l'on ne peut revenir en arrière, essayons de la « changer de l'intérieur* ». C'était l'argumentation que développait Michel Rocard et qui continue des décennies après à être répétée comme un mantra par les soi-disant « réalistes » : puisque le capitalisme a gagné, nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter cette UE.

En ce sens partisans ou adversaires des traités se rejoignent. La seule chose qui les sépare est le niveau d'imperfection acceptable des textes. Or, depuis une dizaine d'années au moins, comme abordé plus haut, nous constatons que partout dans le

monde, sauf peut-être en Europe, le vent a tourné et que différentes formes d'alternatives au capitalisme néo-libéral commencent à nouveau à être élaborées. Autrement dit si le capitalisme a pensé que 1989 et la chute du mur constituaient « *la fin de l'histoire* », on a vu que les peuples du monde qui n'ont pas capitulé montre qu'il n'en est rien, la preuve la plus récente par le Sénégal.

Il faut poser aussi la question : franchement qu'est qui est plus facile aujourd'hui à envisager ou plus exactement moins difficile, gagner un gouvernement progressiste en France, sortir de l'Union européenne, imposer d'autres coopérations internationales ou bien tenter de former une Europe progressiste constituée de 27 pays capitalistes ?

Sortir de l'Union européenne ? Le grand mot est lâché. Est-ce possible ? Souhaitable ? N'est-ce pas « suicidaire » ? voire le signe d'un enfermement dans un repli nationaliste ? Comment concilier internationalisme et refus de la construction européenne ?

IV. SORTIR DE L'UE ET DE L'OTAN, UNE EXIGENCE POPULAIRE

Communistes, nous sommes convaincus de la nocivité de l'Union européenne depuis sa naissance, du fait qu'elle est le visage en Europe du capitalisme financier transnational, qu'elle a pour but de réaliser au détriment des travailleurs d'Europe et des Nations de ce continent les objectifs de ce capitalisme (déstabilisation des classes ouvrières grâce aux délocalisations, anesthésie des luttes de classe par la xénophobie, destruction des conquêtes sociales et politiques, moyens de maximiser ici les profits, etc.) et qu'elle est un instrument de l'impérialisme et des guerres en Europe et hors d'Europe.

Nous sommes convaincus aussi que cette UE ne peut être changée en son contraire, devenir "sociale", "facteur de paix", "de progrès social" et "respectueuse des droits démocratiques des peuples" par la seule volonté des citoyens : sa nature supranationale est au contraire de mépriser les choix exprimés par les citoyens : elle l'a fait en Grèce, et en France, au mépris du NON exprimé par les électeurs au projet de Constitution européenne.

Mais Le rapport de forces politiques en Europe interdit d'espérer une majorité anticapitaliste au Parlement européen, qui de toute façon n'a presque aucun pouvoir car le système a été ainsi conçu que, au niveau de l'UE, ce sont des institutions non élues qui sont là pour contrôler les choix des instances élues et des gouvernements élus. De plus, à l'échelle de l'UE, et justement parce que cette institution contribue à bloquer le progrès social et la vie politique démocratique, on assiste à une montée en puissance des partis basant leur existence sur le désespoir et l'absence de perspectives de

progrès social, les partis d'extrême droite et néofascistes progressent, et ce d'autant plus que les partis conservateurs, libéraux et de "gauche", sociaux-démocrates, font partie depuis 50 ans des "pères" de l'UE, avec le résultat lamentable qu'on leur connaît pour tous les peuples.

Dans ces conditions, fixer comme objectif politique « l'Europe sociale » comme le font des forces qui se disent progressistes est au mieux une illusion, au pire une escroquerie politique. Il faut dire clairement qu'il n'y aura pas de progrès majeurs pour notre peuple dans le cadre de l'Union européenne, sans conquérir la souveraineté nationale économique et monétaire qui n'existe pas avec l'euro, contrôlée par la Banque européenne de Francfort, sans retrouver une indépendance militaire et diplomatique qui n'existe pas dans l'OTAN, instrument de l'impérialisme occidental. Autrement dit, notre objectif ne peut être que de lutter jusqu'à sortir la Nation française de l'Union européenne, de l'euro, et de l'OTAN (et l'Alliance Atlantique son corollaire).

Mais il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de ces ruptures, encore faut-il envisager comment le faire, en évitant de tomber dans le piège, qui laisse croire qu'il suffirait d'un « FREXIT » pour assurer le bonheur et le progrès social pour notre peuple. Le feuilleton laborieux du BREXIT britannique doit ainsi nous éclairer : La sortie de l'UE décidée à juste titre par les électeurs du Royaume-Uni n'a apporté aucun progrès majeur aux salariés parce qu'elle se fait sous la direction de la bourgeoisie thatchérienne de ce pays, farouchement attachée aux règles du capitalisme libéral. Ce type de rupture ne peut avoir qu'un soutien tactique comme étape dans le combat de classe pour poser la question fondamentale de toute révolution : le pouvoir des classes laborieuses.

Toute rupture de notre pays avec les carcans de l'UE et de l'euro ne pourra se faire que grâce à des luttes de classe acharnées pour résister aux pressions internationales, et dans l'optique de rompre avec le capitalisme et l'impérialisme.

L'ANC et le RC, et d'autres organisations communistes, françaises ou européennes convaincues de la nécessité de ces ruptures avec l'UE, l'euro, l'OTAN, et le capitalisme-impérialiste, peuvent envisager des tactiques différentes pour y parvenir.

L'essentiel est de ne pas s'en tenir aux formules, d'affirmer que ces ruptures nécessaires ne seront pas un long fleuve tranquille, qu'elles ne pourront être imposées aux 26 autres gouvernements de l'UE que par un niveau de mobilisation fort des travailleurs français, du peuple et qu'on ne peut les réduire à un simple processus électoral.



A la veille d'un scrutin européen en juin 2024, cela doit nous inciter à voir le long chemin à parcourir. Notre rôle premier est d'éclairer nos concitoyens, et surtout les salariés qui ne vivent que de leur travail, sur la nocivité irrémédiable de l'UE et ses traités, de l'euro, de l'OTAN, et la nécessité d'une rupture avec le capitalisme dont ces structures sont l'émanation.

Restera alors à penser et à nouer des relations respectueuses et équitables avec tous les pays et vis-à-vis des anciennes colonies les débarrasser de notre impérialisme, prendre en compte le devoir de mémoire et le travail de réparation et de construction de liens profitables pour les peuples de part et d'autre des mers et océans. Les voyages, les échanges, les migrations et les solidarités communes aidant à conforter et bâtir des relations que nous voulons débarrassées de toute discrimination, domination et mutuellement avantageuses.

Brochure co-éditée le 30 mars 2024 par :

Le Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille

Rassemblement Communiste (RC)

www.rassemblementcommuniste.fr - www.ancommunistes.fr